

**AMÉDÉE DUNOIS**

# **LE PREMIER MAI**

---

**ESQUISSE HISTORIQUE**



**EDITIONS  
DU  
PARTI SOCIALISTE SFIO**

**PARIS  
Librairie Populaire  
12, rue Feydeau  
1934**

# LE PREMIER MAI

---

Dans l'esprit de la classe ouvrière, il n'est pas de notions plus intimement liées que celles de Journée de huit heures, de Grève générale et de Premier Mai.

Journée de huit heures, Grève générale, Premier Mai : l'usage a si bien cimenté, dans le mouvement français, cette association d'idées qu'il en est résulté de fréquentes confusions. N'ai-je pas entendu dire, en réunion publique, que la Journée de huit heures, en tant que revendication ouvrière, et la Grève générale, en tant que méthode de combat, avaient eu pour berceau, toutes deux, le Premier Mai? Nous allons voir qu'il n'en est rien et que même, pour la Journée de huit heures, c'est le contraire qui est vrai.

Et le Premier Mai! Sous le prétexte qu'il eut longtemps pour objectif la conquête des huit heures et qu'il a pris, à l'occasion, la forme d'une grève générale, on en a cherché l'origine non pas où elle était, mais où elle n'était pas. On a paru oublier qu'elle possède pourtant un acte de naissance bien authentique : une résolution de congrès, dont on connaît exactement la date. On l'a vieilli de quelques années, et pourquoi? Pour en retirer l'honneur au socialisme international et l'attribuer à la Fédération américaine du travail et notamment aux anarchistes de Chicago, dont Jules Jouy a chanté le martyr :

*Croyant étrangler la pensée,  
Les bourgeois pend~~ent~~ les penseurs...*

Journée de huit heures, Grève générale et Premier Mai sont, en fait, trois notions distinctes. Malgré les liens qui les unissent, chacune à son histoire à elle, qu'il faut, si l'on veut y voir clair, observer séparément.

La lutte pour la Journée de huit heures emplit le XIX<sup>e</sup> siècle. Elle est au centre de l'histoire du mouvement ouvrier depuis cent ans (1). Et bien que la manifestation

---

(1) Exactement cent ans ! Dès 1833, les ouvriers anglais ébauchent des projets de grève générale pour conquérir les huit heures. Prévus pour le 1<sup>er</sup> mars 1834 et deux fois ajournée, la grève n'eut pas lieu. L'Union des classes productrices qui dirigeait le mouvement, était imprégnée des idées d'Owen.

du Premier Mai se soit, à l'origine, greffée sur elle, bien qu'elle en soit restée un des épisodes les plus caractéristiques, dans les pages qui vont suivre il ne sera qu'incidemment question de la lutte pour les huit heures. A peine fera-t-on allusion à la Grève générale, dont il est cependant acquis qu'elle a reçu, du Premier Mai, une impulsion vigoureuse, s'il n'est pas vrai qu'elle en soit née. Il ne sera question, dans les pages qu'on va lire, que de l'histoire du Premier Mai, et du Premier Mai seul.

Ce n'est pas au moment où le fascisme aux mains sanglantes nous menace de subversion totale que nous sommes d'humeur à laisser l'oubli descendre sur notre histoire. Le prolétariat puisera dans l'évocation véridique des luttes du passé la force d'affronter les luttes qui l'attendent. L'histoire d'une classe qui monte vers l'avenir n'enseigne pas la résignation, mais l'action.

## 1<sup>er</sup> Mai 1890

Représentons-nous, le 1<sup>er</sup> mai 1890, Frédéric Engels, assis à sa table de travail, dans sa maison de Londres. A quoi pense-t-il, les paupières ainsi baissées ? Il évoque les étonnants progrès du Socialisme, depuis qu'avec Karl Marx, à l'aube des révolutions de 48, il a, lui, Frédéric Engels, lancé le cri de guerre fameux : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* Quelques voix seulement par le monde ont alors répondu. Mais seize ans plus tard, des prolétaires venus d'un peu partout se rencontraient à Londres, et l'Internationale était fondée. Sans doute n'a-t-elle pas vécu plus de dix ans, mais l'alliance entre classes ouvrières, scellée par elle, n'a pas cessé d'exister. Et c'est pourquoi, aujourd'hui, le vieil homme éprouve allégresse et fierté. Reproduisons l'aveu qu'il nous en a laissé :

« Au moment où j'écris ces lignes, le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe la revue de ses forces, pour la première fois mobilisées en une seule armée, sous un même drapeau et pour un même but immédiat : la fixation légale de la journée normale de huit heures, proclamée dès 1866 par le congrès de l'Internationale tenu à Genève, et de nouveau par le congrès ouvrier de Paris en 1889. Le spectacle de cette journée montrera aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de tous les pays que les prolétaires de tous les pays sont effectivement unis.

« Que Marx n'est-il à côté de moi, pour voir cela de ses yeux ! »

La mobilisation qui réjouissait le cœur du vieil Engels, c'était, on le devine, la première en date des manifestations internationales du Premier Mai.

Le succès de cette journée dépassa toutes les espérances. Elle imposa à tous, tant amis qu'ennemis, l'idée, et presque l'obsession, que l'avènement du Quatrième Etat était non seulement inévitable, mais proche (1). Le Premier Mai est pour nous, socialistes des deux mondes, une grande date de notre histoire, — comme le 28 septembre 1864, qui vit naître l'Internationale, comme le 18 mars 1871, qui vit naître la Commune.

Les temps avaient bien changé depuis que l'appel à la solidarité internationale des prolétaires, lancé en 1848 par le marxisme naissant, s'était comme perdu dans l'espace. En cette année 1890, dans tous les pays où la machine a pénétré, le socialisme l'a suivie à la trace, groupant les travailleurs, leur donnant la conscience avec la volonté. Syndicats ouvriers et partis socialistes, sans parler des anarchistes, ces enfants perdus, grandissent sous le drapeau rouge, cet étendard de la libération universelle. L'idée devait venir, — et maintenant elle est venue — d'organiser par-dessus les frontières des trop vieilles patries un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs et de montrer aux gouvernements et aux classes dirigeantes que le verbe de 48, le voilà qui se fait chair, et que le *prolétariat international* n'est plus une fiction, mais une réalité!

## L'idée de Jean Dormoy

Quelles sont les origines de la Manifestation du Premier Mai?

Dans le récit que nous allons en faire, nous laisserons parler les faits, tels qu'ils ont été établis par Gabriel Deville dans une démonstration définitive qui n'a pu être réfutée (2).

Le 28 octobre 1888 s'ouvrait à Bordeaux le III<sup>e</sup> congrès de la Fédération nationale des syndicats et groupes cor-

---

(1) John Lemoine annonçait (*Matin* du 24 avril 1890) « l'établissement d'une grande nation nouvelle, d'une nation sans nom est sans carte géographique, la nation de ceux qui ne possèdent pas en face de ceux qui possèdent. » Il ajoutait que « c'est l'ordre qui est désormais la plus grande force du socialisme, et s'il en sort, c'est qu'il n'est pas mûr ».

(2) Elle a paru, avril 1896, dans le *Devenir social*, la belle revue marxiste qui, faisant suite à l'*Ere Nouvelle*, de Diamandy, précéda le *Mouvement socialiste*, de Lagardelle.

poratifs. Cette organisation, dont devait sortir en 1895, après maints démêlés intérieurs, la Confédération générale du travail, s'efforçait d'amener au socialisme les groupements ouvriers : l'influence guesdiste, plus tard dominante, y était déjà sensible, grâce à des hommes tels que Jean Dormoy et Gabriel Farjat.

Le congrès, qui, dès sa seconde séance, à la suite d'une interdiction de police, dut se transporter au Bouscat, est surtout connu pour avoir émis deux votes d'importance : l'un favorable à la grève générale, l'autre réclamant la convocation — à Paris, en 1889 — d'un congrès socialiste international.

Il en émit un troisième qui, longtemps, passa inaperçu (1) : c'est le vote qui eut lieu le 4 novembre sur la question des « moyens à employer pour faire aboutir les revendications ouvrières. » Ce vote contenait en germe l'idée du Premier Mai.

Il y avait parmi les délégués un métallurgiste de Montluçon, homme d'une brûlante énergie, propagandiste de race : Jean Dormoy. Il avait fait de la prison avec Lafargue et Guesde et affiné à leur contact ses connaissances théoriques. Il entraîna le vote du congrès.

Écoutons Jean Dormoy.

Il rappelle d'abord ce que tout le monde sait. Après chaque congrès, on porte aux « pouvoirs publics » les résolutions votées. Les pouvoirs publics en prennent acte, promettent qu'elles seront examinées, et puis les choses en restent là.

— Allons-nous donc, s'écrie l'orateur, répéter indéfiniment ce geste ? N'est-il pas temps d'envisager d'autres moyens ?

Et il suggère que partout, le même jour, à la même heure, tandis que des délégués accompliront auprès des autorités la démarche rituelle, les prolétaires, en masse, descendent manifester dans la rue.

L'idée fut votée d'enthousiasme. Le « conseil national » qui, d'un congrès à l'autre, dirigeait la Fédération, reçut mandat de l'appliquer. Or ce conseil siégeait cette année-là à Bordeaux, et il avait pour secrétaire un homme intelligent et actif : Raymond Lavigne, le principal lieutenant de Guesde dans le Sud-Ouest.

---

(1) Ni Léon Blum, dans ses *Congrès ouvriers et socialistes français*, si riches de substance pourtant, ni Léon de Seilhac (*Les Congrès ouvriers en France*) n'en font mention.

Lavigne se dépensa si bien qu'à la date assignée — le 10 février 1889 —, dans plus de soixante villes de France — celles où les guesdistes étaient en force — la manifestation eut lieu. Mots d'ordre : la journée de huit heures, — les *Trois-Huit* de la propagande guesdiste —, le minimum de salaire, l'interdiction du marchandage, la responsabilité patronale en cas d'accidents, la mise à la charge de la société des enfants, des vieillards et des invalides du travail, la suppression des bureaux de placement, l'abrogation de la loi contre l'Internationale, une législation internationale du travail, etc.

Quinze jours plus tard — le 24 février — nouvelles manifestations : il s'agissait d'aller prendre, dans les préfectures ou les mairies, la « réponse des pouvoirs publics ». Le succès de ces deux journées fut grand. Il l'eût été davantage en des temps moins troublés. Le boulangisme battait alors son plein. Quatre semaines plus tôt, le 27 janvier, la triomphale élection, dans la Seine, de l'homme au cheval noir avait failli faire sauter le régime.

### L'idée de Raymond Lavigne

Encouragé par la réussite, Raymond Lavigne eut une idée, à laquelle sa mémoire restera attachée.

Pourquoi ne pas organiser « *une grande manifestation à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement la journée de travail ?* »

Ainsi libellée par Lavigne — avec la collaboration de Guesde et de Lafargue d'une part, de Liebknecht et de Bebel de l'autre — la proposition fut soumise — par le même Lavigne — au congrès socialiste international qui se tint en 1889 à Paris, à l'occasion de l'Exposition universelle, — le premier congrès de la II<sup>e</sup> Internationale.

A vrai dire, il n'y eut pas, cette année-là à Paris, un congrès socialiste international, mais deux : l'un, qui siégea rue de Lancry, organisé par les possibilistes, l'autre rue Rochechouart (salle Pétreille), organisé par les guesdistes, leurs alliés blanquistes et la Fédération des syndicats.

La proposition Lavigne, soumise aux congressistes de la

salle Pétrelle, y fut votée à l'unanimité, avec une addition suggérée par Liebknecht (1).

Restait à fixer une date. Ni trop proche ni trop lointaine. Le congrès choisit celle du 1<sup>er</sup> mai 1890.

Pourquoi cette date plutôt qu'une autre ?

Parce que, dit la résolution, « une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1<sup>er</sup> mai 1890 par l'*American Federation of Labor*, dans son congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis ».

La résolution du congrès de Paris constitue l'acte de naissance, en bonne et due forme, de la Manifestation internationale du Premier Mai.

Tels sont les faits dans leur expression la plus simple. Essayons cependant de simplifier encore. Nous obtenons le résumé suivant :

PREMIER POINT. — Les syndicats français, à l'instigation de Jean Dormoy, décident, le 4 novembre 1888, pour les 10 et 24 février suivants, une *manifestation nationale* en faveur des revendications ouvrières, principalement de la journée de huit heures.

DEUXIÈME POINT. — Le congrès socialiste international de Paris, sur la proposition de Raymond Lavigne, décide, le 20 juillet 1889, une *manifestation internationale* pour la journée de huit heures.

TROISIÈME POINT. — Ayant à fixer une *date*, le congrès de Paris choisit celle du 1<sup>er</sup> mai 1890, parce que les Américains, dit-il, projettent pour ce jour-là « une semblable manifestation ».

## Le Premier Mai, idée américaine ?

Ces faits n'ont jamais été contestés, que je sache. Toutefois, dans la C.G.T. d'avant 1914 et chez les anarchistes, si nombreux, si actifs dans l'ancien mouvement syndical, l'*antiquésdisme* était tel qu'on refusait généralement d'en tenir compte. La résolution Dormoy, la résolution Lavigne étaient comme lettre morte : le Premier Mai n'avait rien à voir avec elles. Il venait en droite ligne d'Amérique : les « politiciens » n'avaient fait, en se l'appropriant, qu'en altérer le caractère, qu'en émousser la combativité.

(1) Cette addition autorisait les travailleurs à manifester « dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays. » La loi contre les socialistes n'était pas encore abrogée dans l'Empire allemand.

Le Premier Mai nous serait venu d'Amérique ? Voyons cela.

Il est parfaitement exact qu'en octobre 1884 et, de nouveau, en décembre 1885, la centrale d'alors des syndicats américains — *Federated Trades* — avait décidé de conquérir à tout prix la journée de huit heures.

A cet effet, le 1<sup>er</sup> mai 1886, tout atelier, toute usine qui n'aurait pas obtenu de bon gré la journée de huit heures, devait se mettre en grève pour l'obtenir de force.

Le mot d'ordre fut obéi. Au jour dit, de grandes grèves éclatèrent. Celle de Chicago, précédée d'une agitation intense, fut marquée de troubles sanglants. La police tira sur les manifestants. Par représailles, le lendemain, une bombe fut lancée sur le service d'ordre : il y eut des morts, des blessés. De nombreux anarchistes furent arrêtés. Quatre d'entre eux payèrent de leur vie l'affolement de la bourgeoisie. Le martyr des anarchistes de Chicago ne mit pourtant pas fin au mouvement pour les huit heures.

L'agitation se poursuivit. En décembre 1888 et, de nouveau, en 1888, la nouvelle centrale américaine — *American Federation of Labor* — décidait qu'un second assaut aurait lieu le 1<sup>er</sup> mai 1890. Pas plus que la première fois, il ne s'agissait d'une *manifestation*, mais d'une *grève*. Les ouvriers qui, à la date fixée, n'auraient pas obtenu la journée de huit heures, devaient tenter de l'imposer aux exploités. En fait, sous l'influence de Gompers, on renonça très vite à un mouvement d'ensemble : seuls, les charpentiers et menuisiers des Etats du Sud furent lancés dans la bataille, soutenus par le bâtiment tout entier. Les résultats acquis furent importants, sans atteindre au grandiose. Sur près de 1.200 grèves autorisées, mille environ réussirent; un grand nombre d'unions obtinrent gain de cause sans grève.

Entre la manifestation décidée au congrès de Paris et le mouvement prévu par les Américains, qu'y a-t-il de commun? Deux choses: le but et la date. Le but, ici et là, c'est la journée de huit heures; la date, ici et là, un 1<sup>er</sup> mai. Ces deux mots mis à part, les différences sautent aux yeux.

La journée de huit heures est, nous l'avons dit, une des plus vieilles revendications prolétariennes : elle n'appartient en propre ni à l'Europe ni à l'Amérique. Pas un prolétariat qui ne l'ait réclamée, d'abord nationalement.

C'est  
en  
1886

1



La date? On a vu le congrès de Paris choisir celle du 1<sup>er</sup> mai 1890 parce que ce même jour, disait-il, une « semblable manifestation » devait avoir lieu outre-Atlantique.

Oui, mais le congrès de Paris était mal renseigné. Il ignorait la vraie nature et la portée de la manifestation américaine. Il savait seulement qu'un puissant mouvement se préparait en Amérique et il en a pris texte pour cautionner le sien.

On connaît les syndicats américains, leur conservatisme empesé, leur manque d'esprit de classe et d'éducation politique. En 1890 plus encore qu'en 1886, leur mouvement pour les huit heures était purement américain, non moins purement économique.

Le mouvement décidé à Paris visait plus haut et plus loin. On s'en tint, il est vrai, aux formes des manifestations traditionnelles : cortèges dans les rues, réunions publiques, chômage, pétitions, etc. Certains Français, se souvenant d'avoir, au Bouscat, voté la grève générale, auraient voulu, dit-on, qu'on en tentât l'essai. Le congrès, prudemment, refusa de les suivre.

Mais il imprima au Premier Mai un caractère à la fois international et politique. International comme le socialisme. Politique parce que, pour des marxistes, « toute lutte de classe est une lutte politique ». Politique encore, parce qu'il s'agissait, salle Pétrelle, d'obtenir les huit heures non pas de telle ou telle fraction du patronat, mais de l'Etat s'exprimant par la loi, la loi s'imposant à tous, la loi profitant à tous. Politique enfin, parce qu'on ne voyait pas, dans les huit heures, un but, mais une étape.

## De l'idée à l'action

Voilà pour les origines, la genèse. Au congrès international de Paris, une décision a été prise, une idée lancée. Que va-t-il en advenir?

Au peu de bruit qu'elle fit immédiatement (Malon, dans le compte rendu de la *Revue socialiste*, n'en souffle mot), on put croire la résolution mort-née. C'est le contraire qui arriva. La grande popularité des *Trois-Huit* favorisa le Premier Mai, lié aux *Trois-Huit*. L'idée en était claire, accessible à tous les esprits; elle avait un pouvoir exal-

tant. Elle s'imposa, sinon du premier coup, du moins très vite.

Les militants — pour la plupart guesdistes — firent d'ailleurs le nécessaire. En France — pour ne parler que de la France — une commission de guesdistes et de blanquistes prépara de longue main le succès de la journée. Ils comptaient sur le Premier Mai pour donner aux prolétaires la conscience de leur force et — tout au moins à Paris — pour soustraire les organisations syndicales à l'influence possibiliste.

Ils furent servis, reconnaissons-le, par les circonstances. Faisant suite à la crise politique du boulangisme, une crise industrielle s'était abattue sur le pays. Dans les centres ouvriers, la misère était grande. Les grèves succédaient aux grèves : après Bessèges, Commeny, Dans le monde entier se posait la *Question sociale*. Les gouvernements, inquiets des agitations populaires, confiaient à la conférence de Berlin le soin de résoudre le problème de la misère : il n'en devait sortir que du vent.

Qu'avaient gagné les masses à l'écrasement de la « Boulange » ? La corruption bourgeoise, étalée au grand jour, préluait aux hontes du panamisme. « *Ni Ferry ni Boulanger!* » s'étaient écrié naguère, unissant leurs voix dans un appel très discuté, guesdistes du Parti ouvrier et blanquistes du Comité révolutionnaire central. « *Ni Ferry ni Boulanger! La République démocratique et sociale!* »

Eh bien, la crise sociale semblait donner raison à ceux qui ne voulaient ni de l'opportunisme bourgeois ni du césarisme pseudo-populaire : c'étaient justement ceux-là mêmes qu'on voyait, au printemps de 1890, préparer fiévreusement le Premier Mai, tandis que les *possibilistes*, qui s'étaient si bien compromis avec Ferry, combattaient en sous-main l'initiative « marxiste ».

Pendant les six semaines qui précédèrent la Manifestation, elle est au premier plan de l'actualité. Les journaux ne parlent que d'elle. « Les interviews des socialistes succèdent aux informations officieuses. Les dépêches des départements suivent celles de l'étranger et les journaux en sont remplis. Les socialistes tiennent la tête, on ne parle que d'eux, on ne voit qu'eux » (1).

Le 23 mars, une cinquantaine de délégués du congrès

---

(1) Aug. HAMON et G. BACHOT : *La France politique et sociale*, année 1890, p. 212.

international (1) se réunissent chez Daumas, conseiller municipal socialiste. Ils nomment une commission chargée d'assurer le succès de la manifestation, qu'ils veulent non seulement pacifique, mais limitée aux objectifs fixés par le congrès de Paris. Font partie de cette commission dite de permanence les citoyens Eug. Baudin et Ferroul, députés; Vaillant, Daumas et Longuet, conseillers municipaux; Jules Guesde, G. Féline, Prévost, Lentz, « délégués des chambres syndicales ».

La journée sera-t-elle pacifique ou violente? Pacifique, répondent les organisateurs. Cette assurance ne rassure qu'à demi. Les milieux bourgeois sont inquiets. Ne dit-on pas que les anarchistes, avides d'avoir une « journée », vont descendre dans la rue? Il y a bien les chefs possibilistes qui préconisent l'abstention, mais il ne sont pas écoutés, même dans leur propre parti, où d'ailleurs la scission se prépare (2). Joffrin, le député possibiliste de Montmartre, est malade, presque mourant, et ses déclarations qu'on peut lire dans le *Temps* ont trop d'aigreur pour inspirer confiance. Pauvre Joffrin, mené, jusqu'à la tombe, par ses rancunes! Il a, et il le dit, hélas! la certitude « que ce sera un *fiasco* ». Il en est tout heureux et tout aise. Les marxistes? Des états-majors sans troupes. Et puis, « il faut être Jules Guesde et ignorer comme lui ce qu'est un atelier pour croire que 200.000 ouvriers vont se promener dans les rues de Paris ». Joffrin se fait fort de prouver qu'avec le tempérament français, les habitudes françaises, « il est impossible de faire cesser le travail au milieu de la semaine ».

« — Quant aux groupes du Parti ouvrier, conclut-il, syndicats, cercles d'études, ils ne se mêleront pas à une échauffourée qui ne peut profiter ni à la réduction des heures de travail ni à la République. »

Encore une fois, pauvre Joffrin!

Le gouvernement, mieux renseigné que Joffrin, est sur les dents. Le vrai chef n'en est pas Freycinet, mais Constans, ministre de l'intérieur, homme à poigne, dénué

---

(1) Eug. Baudin, Ferroul, Antide Boyer, Lachize, députés; Vaillant, Chauvière, Charles Longuet, Alph. Humbert, conseillers municipaux; Calmels, Camélinat, Camescasse, Degay, Simon Dereure, G. Deville, Dulucq, Féline, Jules Guesde, Guignet, V. Jaclard, Lacoste, P. Lafargue, Lainé, E. Landrin, Lentz, Lepage, R. Prévost, Roussel, Aline Valette, etc.

(2) Elle eut lieu au Congrès de Châtellerault, où la gauche possibiliste (Allemane, J.-B. Clément, Dejeante, Groussier, Faillet, etc.) créa le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire.

de scrupules et décidé à tout. Il a brisé l'assaut des bandes boulangistes. Brisera-t-il aussi aisément l'offensive prolétarienne? Constans n'y va pas par quatre chemins. Sans barguigner, il met la France en état de siège. Qu'on lise, par exemple, ce communiqué officieux — moins destiné semble-t-il à rassurer les Honnêtes Gens qu'à leur donner la chair de poule :

« La troupe gardera le fusil Lebel. Les hommes auront deux paquets de cartouches libres dans la cartouchière... *On pense que cette provision sera suffisante...* Si un plus grand nombre de cartouches devenait nécessaire, des pourvoyeurs — un par escouade, huit par compagnie — seront chargés d'aller renouveler les provisions dans les casernes... »

Constans bourre Paris de soldats de toutes armes : onze régiments d'infanterie, huit de cavalerie, deux d'artillerie. Plus la police municipale; plus la garde républicaine.

Autre communiqué « rassurant » :

« Les manifestations sur la voie publique seront formellement interdites. En conséquence, le moindre attroupement sera dispersé... La troupe se tiendra prête à sortir au premier signal... Les arrestations opérées seront maintenues..., les personnes arrêtées dirigées immédiatement sur le Dépôt. »

Les anarchistes avaient longtemps boudé la manifestation. Ils lui en voulaient de son origine guesdiste, de ses objectifs volontairement limités. Leurs hommes d'action se ravisèrent quand ils virent que c'était sérieux. Ils se mêlèrent alors au mouvement, bien décidés d'ailleurs à ne point tenir compte des appels au calme ni des consignes disciplinaires. Une douzaine d'entre eux furent empoignés fin avril, expédiés au Dépôt par mesure préventive (1). Appréhendé aussi, le coiffeur René Prévost, qui avait tenté d'obtenir — mais en vain — l'adhésion au mouvement de la Bourse du travail (2). Appréhendé enfin le marquis de Morès, boulangiste de la veille, anti-

---

(1) Parmi eux, l'écrivain Merlino, mûr déjà pour le réformisme, Malato, Louise Michel et Tennevin, Sébastien Faure, Leboucher, l'ouvrier Tortelier, pionnier de l'idée de grève générale, et des polémistes étrangers au prolétariat, Michel Zévaco, E. Gé-gout, Aug. Chirac. A Lyon, 36 arrestations.

(2) Il s'était heurté à l'opposition du possibiliste André-Gély, partisan d'un simple pétitionnement, et qui l'emporta par 61 voix contre 26 à Prévost.

sémite du lendemain, aristocratique pêcheur en eau trouble. Et le *Temps* de féliciter le gouvernement et de flétrir — rien de nouveau sous le soleil! — « les agitateurs anarchistes et les entrepreneurs d'émeute et de révolution qui organisent avec un cynisme impudent, sous les yeux mêmes de la police et de l'opinion, une journée de violence pour le 1<sup>er</sup> mai ».

Cependant, les organisateurs ne se laissent pas détourner de leur tâche. Ils multiplient réunions et appels, mobilisent l'opinion, s'appliquant à déjouer les manœuvres. Les syndicats partisans du Premier Mai ont formé un conseil local (1), dont l'appel se termine sur cette pointe aux possibilistes : « Il vous appartiendra de retenir les noms de ceux qui auraient forfait à l'honneur, en n'assistant pas à cette manifestation des droits du travailleur, après avoir accepté le mandat de représentant du peuple avec notre programme. *Ceux qui ne seront pas avec nous seront contre nous.* »

## Un manifeste

La commission de permanence, élue le 23 mars chez Daumas, répand à profusion un appel qui dégage à merveille la physionomie de la manifestation projetée :

### FETE DU TRAVAIL

#### MANIFESTATION INTERNATIONALE DU 1<sup>er</sup> MAI

*Pour la journée de huit heures et une législation protectrice du travail aboutissant, avec la journée de huit heures pour base essentielle, à la garantie d'un minimum de salaire, à la limitation du travail des enfants et des femmes, au repos d'un jour par semaine et à la suppression du travail de nuit, des bureaux de placement et du marchandage.*

La manifestation du Premier Mai a été votée par le Congrès ouvrier international socialiste de Paris de 1889, en faveur de la

#### JOURNEE DE HUIT HEURES

*Parce que la journée de huit heures, c'est du travail et du pain pour quantité de travailleurs*

---

(1) Prévost, secrétaire; Roussel (futur maire d'Ivry), trésorier; Guignet, Dulucq, Guy, Lacoste, Gouzou, membres.

qui se pressent, le ventre vide, à la porte des ateliers; là, en effet, où il faut par exemple deux ouvriers de douze heures il en faudra trois de huit;

Parce que la *Journée de huit heures*, c'est la fin des chômages périodiques que multiplient les progrès du machinisme, la diminution de travail pour ceux qui travaillent trop fournissant du travail à ceux qui n'en ont pas;

Parce que la *Journée de huit heures*, c'est la hausse des salaires par la suppression de la concurrence homicide que font les ouvriers inoccupés aux ouvriers occupés et de l'avilissement des salaires que cette concurrence entraîne;

Parce que la *Journée de huit heures*, c'est, avec huit heures de sommeil, *huit heures de loisirs*, c'est-à-dire de vie, de liberté et d'action pour la classe ouvrière;

Parce que la *Journée de huit heures* bénéficiera au petit commerce lui-même en augmentant la puissance de consommation et d'achat de sa clientèle ouvrière, celle-ci, par suite de l'augmentation forcée des ouvriers occupés et de leurs salaires, étant plus nombreuse et mieux payée.

En conséquence, les militants de chaque quartier sont invités à organiser des réunions locales pour signer des pétitions en faveur de la Journée de huit heures, dont ils trouveront la formule à la Bourse du Travail (bureau n° 5).

De grandes réunions seront organisées, dans la soirée, pour célébrer cette

#### PREMIERE FETE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

La pétition des chambres syndicales et des groupes socialistes de France sera portée le Premier Mai, à la Chambre des députés, par une délégation composée du Bureau du Conseil local (*Fédération Nationale des Chambres syndicales ouvrières de France*), des délégués mandatés par diverses chambres syndicales et des élus socialistes de la Chambre et du Conseil municipal. La délégation partira de la place de la Concorde à 2 heures de l'après-midi.

#### TRAVAILLEURS DE PARIS,

Vous fêterez le Premier Mai avec cet ordre et cette dignité qui animent le prolétariat international en marche vers son émancipation.

VIVE LA JOURNEE DE HUIT HEURES!

VIVE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ET SOCIALE !

*La Commission de permanence des délégués au Congrès international de Paris:*  
BAUDIN, FERROUL, députés; Ch. LONGUET, VAILLANT, conseillers municipaux; CAMÉLINAT, ancien député; Jules GUESDE, LENTZ, PRÉVOST.

Un autre appel invite les travailleurs de France à être cette fois encore à la hauteur de leur tâche: « Conscient de son droit et dédaigneux des provocations, chacun sera au rendez-vous de sa classe et du Parti socialiste et fera son devoir. » Signataires — tous imprimeront leur marque dans l'histoire du socialisme —: Ferroul, Antide Boyer, Baudin, Lachize, Thivrier, Franconie et Cluseret (*Groupe socialiste de la Chambre*); Camescasse, Crépin, Dereure, Jules Guesde, Paul Lafargue, Lainé (*Conseil national du Parti ouvrier*); Baudin, Lachize, députés; Chauvière, Vaillant, conseillers municipaux; Landrin, secrétaire (*Comité révolutionnaire central*); Chauvière, Daumas, Ch. Longuet, Vaillant (*Groupe socialiste de l'Hôtel de Ville*, dont les membres possibilistes se sont abstenus).

Parlant en son nom seul, le conseil national du Parti ouvrier (guesdiste) rappelle « le pacte de fraternité scellé au congrès de Paris entre les travailleurs de tous les pays » et adjure le prolétariat français de ne pas rester en arrière « dans cette première action commune des prolétaires des deux mondes ».

« Aux Jules Simon, aux Tolain et aux Burdeau de la conférence (1), poussant la trahison jusqu'à empêcher qu'on discutât même la limitation des travaux forcés ouvriers, vous répondrez, le Premier Mai, en vous levant de tous les points du territoire, au cri de: Vive la journée de huit heures! cette première et la plus essentielle des réformes. »

## Le grand jour

Jeudi 1<sup>er</sup> mai 1890.

La grande journée est arrivée. Il fait un ciel de fête, un soleil lumineux et doux, — le soleil d'Austerlitz, dira

---

(1) De la conférence Intergouvernementale de Berlin, tenue en mars.

Guesde. Paris s'éveille. Beaucoup de têtes aux fenêtres. S'il n'y avait tant de soldats aux coins des rues, tant de gardiens de la paix sur les trottoirs, la Ville offrirait son aspect ordinaire, du moins dans les quartiers populaires. A peine les flâneurs sont-ils plus rares. Sur les visages, moins d'apeurement, certes, que de curiosité gouailleuse. Dans les faubourgs, aux permanences, les militants, affairés, vaquent aux suprêmes préparatifs. Ils ont confiance : les nouvelles sont bonnes. Allons ! on n'aura pas, en vain, trois mois durant, trimé pour la Sociale !

Les quartiers riches sont à demi déserts. Tous ceux qui le peuvent sont partis ou prolongent leurs vacances de Pâques. Dans les arrondissements du centre, nombreuses, les boutiques fermées ; d'autres, qui sont ouvertes, ont clos leurs devantures.

Sitôt levé, Paris court aux nouvelles, se jette sur les journaux, les déplie à la hâte. Voici le *Combat*, l'unique quotidien socialiste, fondé par Antide Boyer. Il lance un dernier appel à la conscience de classe et au sang-froid. Il explique que la manifestation peut prendre toutes les formes. Le chômage en est une et, bien sûr, la meilleure, mais le fait de signer, dans les permanences, la grande pétition pour les huit heures constitue une manifestation aussi. Ce sera manifester que de se joindre aux délégués des 453 syndicats et groupes socialistes mandatés pour aller déposer à la Chambre ladite pétition. Et ce sera encore manifester que de crier : Vive l'armée ! sur le passage des petits soldats, « ouvriers d'hier et de demain que l'on essaierait en vain de tourner contre leurs camarades de travail et de misère ».

En un mot, dit le *Combat*, la manifestation comporte « toutes les expressions pacifiques de la volonté ouvrière ». « Elle n'exclut que la violence que nous repoussons comme inutile et que nous laissons pour compte à la bourgeoisie gouvernementale apeurée. »

L'exactitude est la politesse du peuple ! A deux heures de l'après-midi, heure dite, les douze délégués, nommés la veille au soir en assemblée générale (1), partent de la brasserie Mollard pour se rendre au Palais-Bourbon. « Les marches de la Madeleine sont noires de monde. Il

---

(1) Ce sont — outre Thivrier, le « député à la blouse » qui s'est joint à eux — Eug. Baudin et Ferroul, députés, Ed. Vaillant, conseiller municipal, Jules Guesde, qui n'est encore que le chef des marxistes français, Féline, Lentz, Guignet, Dulucq, Lacoste, Roussel et Gouzou.



y a de tout, des gens bien vêtus, des malingreux, des ouvriers, des femmes, des enfants. »

Lorsque le petit groupe débouche, par la rue Royale, sur la place de la Concorde, celle-ci est vide : la foule, qui, dès midi, s'y était amassée, a été refoulée dans les voies adjacentes. Escortés de gardes municipaux, les délégués arrivent au Palais-Bourbon. Le vieux Cluseret, l'ancien membre de la Commune, devenu député du Var, les attend à la grille. Il est deux heures et quart. Un instant après, ils sont introduits dans le cabinet du secrétaire général, M. Pierre, fonctionnaire correct, auquel ils remettent 82 pétitions couvertes de signatures et que d'autres, annoncent-ils, vont suivre incessamment.

Voici le texte de cette pétition qui est un document historique :

### MANIFESTATION INTERNATIONALE

*Pour la journée de huit heures et une législation protectrice du travail aboutissant, avec la journée de huit heures pour base essentielle, à la garantie d'un minimum de salaire, à la limitation du travail des femmes et des enfants, au repos d'un jour par semaine et à la suppression du travail de nuit, des bureaux de placement et du marchandage.*

Les citoyens soussignés réclament comme la plus urgente de toutes les réformes, la réduction, par une loi, de la journée de travail à un maximum de huit heures ;

Parce que la journée de huit heures, c'est du travail et du pain pour quantité de travailleurs qui se pressent le ventre vide à la porte des ateliers ;

Parce que la journée de huit heures, c'est la fin des chômages périodiques que multiplient les progrès du machinisme ;

Parce que la journée de huit heures, c'est la hausse fatale des salaires par la suppression de la concurrence homicide que font les ouvriers inoccupés aux ouvriers en activité ;

Parce que la journée de huit heures, c'est, avec huit heures de sommeil, huit heures de loisirs, c'est-à-dire de vie, de liberté et d'action pour la classe-machine ;

Parce que la journée de huit heures bénéficiera au petit commerce lui-même en augmentant la puissance de consommation et d'achat de la clientèle ouvrière.

Ce sont là, presque littéralement, les formules de l'appel de la commission permanente et du manifeste du Parti ouvrier. Les trois documents sont de la même plume et c'est évidemment Jules Guesde qui a tenu cette plume.

A la demande de Ferroul, la délégation est reçue par Floquet, président de la Chambre et père noble du radicalisme. Il l'assure que ses revendications seront examinées avec intérêt. Sur quoi, la délégation se retire : elle a accompli sa mission.

La fin de l'après-midi et la soirée furent relativement calmes. A plusieurs reprises, des charges de cavalerie déblayèrent la place de la Concorde, où la foule ne cessait d'affluer. Il y eut sur divers points de la grande ville — faubourg Saint-Honoré, places de l'Hôtel-de-Ville et de la République — des charges, des bagarres et des arrestations, celles-ci en assez petit nombre (deux cents à peine). Jusqu'à minuit, des patrouilles sillonnèrent les artères principales. Les théâtres des boulevards faisaient relâche. La Bourse du Travail, alors rue Jean-Jacques Rousseau, que les possibilistes, hostiles jusqu'au bout, avaient refusé de fermer, était depuis le matin occupée par la police, qui ne l'évacua que le lendemain.

La province répondit avec une ampleur impressionnante à l'appel de Paris. Chômeurs et manifestants se comptèrent par dizaines de mille. Il y en eut à Bordeaux, à Marseille, à Cette, à Lyon (où le député Couturier, ouvrier tisseur, fut conduit au poste), à Lille, Roubaix et Tourcoing, à Saint-Quentin et à Calais, dans les charbonnages du Nord, du Pas-de-Calais et de la Loire, partout où les guesdistes avaient une organisation et des hommes.

A Vienne, où dominaient les anarchistes, ils provoquèrent un vif incident. Le maire et le commissaire central furent molestés. Une usine fut envahie et les manifestants se partagèrent une pièce de drap. Geste symbolique qui valut des années de prison à l'anarchiste Pierre Martin, ainsi qu'à Louise Michel et à Tennevin, qui n'étaient là ni l'un ni l'autre.

A l'étranger, le mouvement n'eut pas moins de vigueur ni d'accent. Sous des formes diverses, tout le prolétariat militant y prit part. Un même cri montait partout des masses redressées : *Journée de huit heures! Législation internationale du travail!*

## Les résultats

La grandeur d'une telle manifestation fit réfléchir la bourgeoisie. Elle comprit tout à coup que le temps des mouvements de surface était passé et qu'avec la solidarité internationale des travailleurs, une puissance nouvelle sortait de terre. Le *Temps* du 3 mai publia sous la signature de Jules Simon, cet homme du passé, un article singulièrement révélateur :

« Ce qui est grave, disait le philosophe académique, c'est le fait de s'être entendu par-dessus les frontières, d'avoir adopté un texte de réclamation commun, un mode de procéder commun; d'avoir mis en mouvement un si grand nombre de personnes appartenant aux nationalités et aux professions les plus diverses, d'avoir tenu, même dans les milieux les plus enflammés, la promesse qu'on s'était faite de ne pas mêler la politique (*sic*) à la revendication sociale et de ne pas fournir de prétexte à la répression violente... Il y a là une modification profonde de l'ordre social. »

Le Premier Mai avait comme ébranlé le sol et l'atmosphère. En France (et pas seulement en France), elle laissa derrière elle une traînée de grèves. Grèves de gaziers, à Paris, de mineurs, dans la plupart des bassins houillers (à Commentry, Raoul Fréjac fut arrêté); du textile, dans l'agglomération lilloise. Celles du textile émurent l'opinion. Les grévistes, affamés, s'en allaient par bandes sur les routes. Ils avaient fait cette chanson :

*Si on n'veut pas nous renchérir,  
Nous allons tout démolir!*

Pourchassés par la cavalerie, ils criblaient de pierres les vitres des usines, s'acharnaient sur les métiers. Ils avaient trop longtemps souffert. Il y eut des scènes violentes, presque tragiques, rappelant *Germinal*. Un château fut pris d'assaut, mis à sac : « Les chevaux et les chiens sont mieux logés que nous dans nos taudis! », criaient ces pauvres gens.

Gouvernement et majorité sentirent qu'il fallait faire quelque chose. En moins d'une semaine, l'humiliant livret ouvrier, reliquat du premier empire, fut supprimé, la loi sur les délégués mineurs votée et promulguée. L'article 1780 du Code civil sur la résiliation du contrat de travail subit une modification essentielle, favorable

aux ouvriers. Peu après, le Conseil supérieur du travail et l'Office du travail étaient créés. Le gouvernement ordonnait une enquête sur la situation des travailleurs; il annonçait des lois sur les retraites ouvrières, sur les accidents du travail, et qu'une loi de 48 limitant à douze heures la journée de travail *serait appliquée*. L'ère de la législation ouvrière s'ouvrait.

Mais le vrai résultat de la levée de mai, le plus fécond, le plus durable, c'est qu'il y a désormais une classe ouvrière ayant mesuré sa force et se sentant les coudes.

## Le second Premier Mai

Le succès de la manifestation avait été tel, et cela dans le monde entier, que les partis socialistes se promirent de la recommencer l'année suivante. En ce qui concerne la France, la manifestation de 1891 fut décidée au congrès de Lille (11-12 octobre 1890) par le Parti ouvrier français et au congrès de Calais (14-19 octobre 1890) par la Fédération nationale des syndicats.

Le socialisme français était alors tristement divisé. La scission allemaniste, en créant un parti de plus, n'avait fait qu'aggraver le mal. A Paris, entre guesdistes, broussistes, allemanistes, anarchistes et blanquistes, les luttes avaient une âpreté néfaste. Elles ne pouvaient que redoubler à l'occasion du second Premier Mai.

Le succès du premier avait été surtout, et à bon droit, pour les guesdistes. Ils avaient gagné là une avance, que les allemanistes, influents à Paris, entendaient bien leur disputer. Tandis que les guesdistes voulaient, comme l'année précédente, envoyer une délégation à la Chambre, les allemanistes se prononcèrent pour quatre grands meetings à tenir dans l'après-midi. Mis en minorité, les guesdistes se retirèrent, sans renoncer pourtant à leur idée. Les blanquistes s'étaient ralliés à l'opinion de la majorité. Dans une affiche rédigée « au nom de 160 chambres syndicales, groupes corporatifs et cercles d'études sociales », le comité organisateur proclama : « *Nous n'irons pas porter nos doléances aux pouvoirs publics.* » C'était un échec pour les guesdistes, mais un échec prévu, leur force principale n'étant pas à Paris, mais dans les régions d'industrie.

De leur côté, les anarchistes se déchaînèrent. Certains

ne préconisaient rien de moins qu'une grève générale illimitée, seule capable, selon eux, de faire capituler la bourgeoisie. La *Révolution*, organe des doctrinaires, marquait sa répugnance pour les manifestations à date fixe et, gravement, « démontrait » l'insanité d'une loi limitant la durée du travail à huit heures, et ce pour trois raisons : 1° toute loi est mauvaise en soi; 2° jamais celle-ci ne sera votée; 3° à supposer qu'elle pût l'être, elle n'améliorerait en rien le sort des exploités. Curieuses gens, les « doctrinaires! »

Ce second Premier Mai est celui de Fourmies. Fourmies! La page la plus sinistre, après la Semaine sanglante, de l'histoire du prolétariat français. Mais n'anticipons pas.

A Paris, le chômage fut extrêmement important, sinon absolument général, a dit un témoin oculaire, notre ami Aug. Hamon : « La grande majorité des ouvriers avaient quitté l'atelier. » (1) Le Premier Mai éveillait dans les masses des vibrations profondes. Les meetings où parlent J.-B. Dumay, Vaillant, Rouanet et Fournière (ces deux derniers, socialistes indépendants) font salle comble (2). On entonne la chanson de Pédron, parue dans le *Socialiste* :

*C'est huit heures, huit heures, huit heures  
C'est huit heures qu'il nous faut  
Oh! oh! oh! oh!*

Comme l'année précédente, il y a foule sur la Concorde où doit passer la délégation guesdiste, forte cette fois de cinquante membres, dont la moitié vient de province et qui comprend même un camarade anglais, Cunningham-Graham, député aux Communes.

A la différence des élus municipaux possibilistes, venus le matin avec Paul Brousse, et bien qu'elle représentât plus de mille groupes et syndicats, la délégation guesdiste ne fut pas reçue à la Chambre. Elle se retira, non sans avoir rédigé une protestation véhémement où se sent la griffe de Jules Guesde.

Dans la banlieue Nord, à Saint-Denis et à Saint-Ouen, chômage quasi total. Entre Clichy et Levallois, sur le

---

(1) A. HAMON, *L'Année sociale et politique*, année 1891, p. 223.

(2) Il y en eut quatre : rue de Belleville (dans la fameuse salle Favié), au Grand-Turc (boulevard Barbès), aux Mille-Colonnes (rue de la Gaité), à l'Alcazar d'Italie (avenue de Choisy).

boulevard National, une bagarre mit aux prises, à cause d'un drapeau noir, anarchistes et policiers. On échangea des coups de revolver. Trois ouvriers de Levallois, anarchistes, traînés au poste, y furent aux trois quarts assommés. Deux d'entre eux furent, en outre, durement condamnés. Cet incident, qui, à l'époque, passa inaperçu, n'en eut pas moins des répercussions retentissantes, puisque c'est pour venger Decamps, Dardare et Lèveillé qu'un anarchiste de Saint-Etienne, Ravachol, ouvrit, l'année suivante, à coups d'attentats sanglants, l'ère de la dynamite, de la « propagande par le fait ».

En province, le mouvement gagna en surface autant qu'en profondeur. Pas ou peu d'incidents, sauf à Troyes et à Roanne, où les hôtels de ville sont occupés militairement; à Nantes, à Cette, à Bordeaux, où Jourde dirigeait la manifestation, à Marseille, où c'était Antide Boyer, à Lyon, où G. Farjat et P. Cassard allèrent fleurir les tombes des canuts de 1831, « morts en combattant ». A Saint-Quentin, le guesdiste Langrand fut condamné à un an de prison; à Charleville, l'allemaniste J.-B. Clément, ancien membre de la Commune, l'auteur du *Temps des cerises*, à deux ans (1). L'effervescence, dans ces dernières villes, avaient atteint à l'aigu.

## Le crime de Fourmies

Mais qu'est-ce que tout cela, à côté de Fourmies?

Pour évoquer dans le détail ce drame affreux, il faudrait plus de place que je n'en dispose. Malgré la guerre, où tant de souvenirs ont sombré, la flaque de sang est toujours là, et le nom de Fourmies, après bientôt un demi-siècle, suscite encore le même frisson tragique. Rappelons brièvement les faits.

A Fourmies, centre lainier de l'arrondissement d'Avesnes, proche de la frontière belge, une usine est en grève depuis quelque temps déjà. On s'attend pour le 1<sup>er</sup> mai à un chômage sérieux, qui montrera que la population tout entière est de cœur avec les grévistes. Lafargue est dans la région; il a donné une conférence tout à côté, à Wignehies, et le chef du Parti ouvrier de Fourmies, H. Culine, ancien conseiller prud'homme à Sedan, fait de son mieux pour que la manifestation soit impo-

---

(1) Les peines furent notablement réduites en appel.

sante. Il y aura dans l'après-midi, au *Cygne*, un pique-nique familial, suivi d'une matinée théâtrale; le soir, un bal aura lieu, « pour lequel la permission de minuit a été demandée » et où sera fêté le « mai traditionnel. » — « Pas de tumulte, pas de récriminations personnelles », dit l'appel de Culine, appel « tout à la paix, au calme et à l'union. » Il s'agit en vérité moins d'une manifestation en règle que d'une fête, — la fête du renouveau.

Dans le monde des fabricants, les esprits sont chauffés à blanc. Cette agitation, si pacifique soit-elle, semble la fin d'un régime. La paix sociale n'a jamais été troublée à Fourmies. A aucun prix, elle ne doit l'être. Il faut intimider les agitateurs. Le 30 avril, les patrons font distribuer en ville « un véritable manifeste de guerre civile ». Le même jour, sur leur demande, Fourmies est occupé par le 145<sup>e</sup> d'infanterie venu d'Avesnes, deux compagnies du 84<sup>e</sup> et des forces de gendarmerie. Pour une petite ville, c'est beaucoup.

L'appel de Culine a été entendu. Le 1<sup>er</sup> mai, la plupart des ouvriers n'ont été à l'usine que le matin. Tout l'après-midi, des groupes circulent par les rues, se répandent dans la campagne. La représentation théâtrale n'aura lieu que le soir, on a le temps. Sympathiques aux soldats qui emplissent les rues, les « manifestants » — si l'on peut dire — s'irritent à la vue des gendarmes qui, le matin, ont arrêté une quinzaine de militants. Aucun désordre pourtant ne peut être mis à leur charge.

Vers six heures du soir, alors que les estaminets commencent à regorger de monde, une colonne de manifestants se met en marche. Où va-t-elle? A l'hôtel de ville, demander la libération des camarades arrêtés le matin et que le maire a promise pour la fin de la journée. Il y a beaucoup de jeunes gens, garçons et filles, bras dessus bras dessous. En tête, Edmond Giloteau (19 ans) déploie un drapeau qu'il promène depuis le matin; à ses côtés, sa fiancée, Maria Blondeau (18 ans) porte un *mai* garni de rubans, qui fleure les prés et les bois. Dans ces jeunes têtes, pas l'ombre d'une idée subversive; on ne songe qu'à la joie qu'on aura tout à l'heure à ramener les libérés.

Non loin de l'hôtel de ville, la colonne se heurte à un bataillon du 145<sup>e</sup>, commandant Chapus, ainsi qu'à des gendarmes. On acclame l'armée, mais on conspue, d'un même élan, les gendarmes. Il y a de l'énerverment dans l'air. Pas une seule fois, pourtant, les manifestants ne

tenteront de forcer le barrage : tout ce qu'on peut mettre à leur compte, ce sont quelques cailloux lancés sur les gendarmes.

Il serait facile à ce moment au commandant Chapus de disperser cet attroupement : il le pourrait sans coup férir. Il aime mieux faire massacrer cette foule sans armes, ce qui est en effet un moyen infaillible. Pas de sommation préalable. Un ordre sec comme un déclic, une décharge crépitante, suivie de coups de feu isolés, et puis des cris qui déchirent l'air, cris d'enfants, cris de femmes, et puis une galopade éperdue. Et sur la petite place au sol taché de sang, dix morts et trente blessés.

Parmi les morts, deux écoliers, quatre jeunes filles, dont Maria Blondeau, son *mai* enrubanné entre ses doigts raidis, et quatre hommes, dont Edmond Giloteau, qui agitait si gaiement tout à l'heure son drapeau tricolore et — soldat de demain — criait si fort : Vive l'armée!

La société bourgeoise était sauvée !

La France fut saisie d'une émotion indescriptible. Comme l'Empire, après La Ricamarie et Aubin, la République avait du sang ouvrier sur les mains. Interpellé à la Chambre, traité d'assassin par les blanquistes Granger et Roche (1), Constans se tira d'affaire en attaquant le socialisme. La Chambre, cette Chambre de 1889-93 où il y avait tant de panamistes, repoussa l'enquête que réclamaient Millerand et Pelletan, et vota un ordre du jour, impliquant confiance, où elle associait dans la même sympathie (« ardente », bien entendu) les travailleurs fusillés, les soldats fusilleurs et... les réformes sociales. Deux mois plus tard (4 juillet), Lafargue et Culine, traduits devant les assises du Nord, étaient condamnés, Lafargue à un an de prison, Culine à six ans de réclusion (2). C'était leur faute, n'est-ce pas? si le brave commandant Chapus était sorti de son caractère! Après l'assassinat, la répression; après le soldat, le juge; et après le juge le parlementaire opportuniste, car la Chambre, de même qu'elle avait repoussé l'enquête, repoussa l'amnistie, malgré le magnifique orateur qui lui criait du haut de la tribune: « Prenez garde! les morts sont de grands convertisseurs » et qui s'appelait Clemenceau (3).

(1) Tous deux anciens boulangistes. Granger, exécuteur testamentaire de Blanqui.

(2) Lafargue pour provocation au meurtre (discours de Wagnehies), Culine comme responsable de l'attroupement dispersé par les armes.

(3) Lafargue, élu député de Lille le 10 novembre suivant, fut mis en liberté. Cinq fois élu conseiller d'arrondissement, Culine fut cinq fois invalidé et purgea sa peine à Melun. Le Parti ouvrier prit soin de ses enfants.



## Le Premier Mai devient annuel

Le congrès socialiste international de Paris n'avait pas prévu une manifestation périodique : dans son esprit, celle de 1890 devait être la seule. C'est le congrès socialiste international de Bruxelles qui, le 22 août 1891, conféra au Premier Mai son caractère de manifestation annuelle. Mais déjà, en présence du succès obtenu, un grand nombre de partis socialistes nationaux l'avaient précédé dans cette voie (1).

Voici la résolution de Bruxelles, telle que la rapporta le Danois Petersen. — Qu'on ne s'étonne pas qu'il y soit dit que le Premier Mai doit conserver un *caractère économique*, tout en affirmant la lutte de classes. L'expression n'est pas claire. Elle signifie seulement qu'on entendait faire pièce aux anarchistes, qui prétendaient donner au Premier Mai un caractère insurrectionnel. Par l'ampleur même qu'elle a prise, la manifestation n'a pas cessé d'avoir, qu'elle l'ait voulu ou non, un caractère politique :

Le Congrès, afin de conserver au Premier Mai son véritable caractère économique de revendication de la journée de huit heures et d'affirmation de la lutte de classes :

Décide qu'il y a lieu d'avoir une démonstration unique pour les travailleurs de tous les pays ;

Que cette démonstration aura lieu le Premier Mai ;

Recommande le chômage partout où cela n'est pas impossible.

Le congrès de Zurich, deux ans plus tard (août 1893), sur le rapport de V. Adler, renouvela cette résolution dans les termes que voici :

La démocratie socialiste de chaque pays a le devoir de faire tout ce qu'elle peut pour parvenir à la réalisation du chômage et pour encourager toute tentative faite dans ce sens par les différentes organisations locales.

La manifestation du Premier Mai pour la journée de huit heures doit en même temps affirmer en chaque pays l'énergique volonté de la classe ouvrière d'espérer la transformation sociale et d'amener la paix internationale.

---

(1) Ce sont, dans l'ordre chronologique, les partis scandinaves, espagnol, français, allemand, autrichien, italien, hongrois, portugais, suisse. Dès le 1<sup>er</sup> mai 1890, un meeting tenu à Toulouse avait émis le vœu qu'une grande fête internationale du travail fût célébrée chaque année (G. Deville).

Avec la résolution de Bruxelles, le Premier Mai entre dans la tradition prolétarienne. Avec la résolution de Zurich, il revêt son caractère définitif de manifestation pour la Journée de huit heures, la Paix internationale et la Transformation sociale (1).

Il n'est pas nécessaire de pousser plus avant cette esquisse. Relater un à un tous les Premier Mai qui se sont succédé depuis la résolution de Bruxelles deviendrait vite monotone. Contentons-nous de quelques notations rapides.

Le 1<sup>er</sup> mai 1892 coïncide en France avec les élections municipales. Le Parti ouvrier français déclare qu'il ne s'agit plus de porter aux pouvoirs publics inattentifs des doléances qui restent lettre morte, mais de s'emparer des pouvoirs publics. Et de fait, la victoire remportée par le socialisme en bataille est sans précédent. Pour le Parti ouvrier, 170.000 voix, 740 élus, 29 hôtels de ville « emportés d'assaut », parmi lesquels ceux de Roubaix et de Marseille, de Montluçon et de Narbonne, de Caudry, La Ciotat, Thisy, Cours, Beaucaire, etc.

## Fête ou Manifestation ?

Les Premier Mai se succèdent et se ressemblent, consacrés par l'habitude. Chaque année, aux approches du grand jour, les organisations politiques et syndicales exhortent les travailleurs à cesser le travail et à manifester. Peu à peu, l'objet de la manifestation s'élargit. Dans les appels et les mots d'ordre, on revendique toujours la journée de 8 heures et la législation internationale du travail; mais, en outre, on affirme « la solidarité internationale des prolétaires et leur volonté d'en finir avec le régime capitaliste basé sur le surtravail et la misère des producteurs » (2). Ce n'est plus, d'autre part, aux pouvoirs publics que l'on s'adresse. Les victorieuses élections de 1893 ont permis de « jeter à la Chambre une première avant-garde de cinquante socialistes ». C'est à cette minorité, qui préfigure le gouverne-

(1) Les résolutions de Bruxelles et de Zurich furent confirmées en 1900, au Congrès international de Paris.

(2) Manifeste du Parti ouvrier français (1894). Ce manifeste dirige d'après attaques contre les anarchistes, qui chaque année se jettent en travers de la mobilisation du prolétariat international, « dénonçant comme une abdication le plus gigantesque effort de tous les temps pour arracher à la classe dirigeante et possédante un peu de mieux-être et de liberté pour la masse qui produit tout et manque de tout ».

ment de demain, que doivent s'adresser les revendications prolétariennes.

En ces années accidentées, on croit volontiers que « le vieux monde est près de finir » et le triomphe du Travail sur le Capital apparaît proche. Cédant à cette illusion, lui aussi, le Parti ouvrier n'hésite pas à recommander qu'on manifeste dans la joie : « Et que partout, en même temps, on ne craigne pas de préluder par des fêtes à ce triomphe prochain et définitif : nous sommes d'ores et déjà les maîtres de nos destinées. »

Le Premier Mai restait « le grand jour des revendications ouvrières. » Fête du travail, disaient les uns; manifestation, disaient les autres, et manifestation de combat. En fait, le Premier Mai a été tour à tour, selon l'occurrence, une manifestation et une fête. Cette double figure, le poète du Parti ouvrier belge, Jacques Gueux, l'exprime en des strophes naïves :

*Tous les deshérités du monde,  
L'œil brillant, le teint animé,  
Se dressent levant haut la tête,  
Pour célébrer ce jour de fête.  
C'est aujourd'hui le Premier Mai!  
C'est aujourd'hui le Premier Mai!  
Craignez que la coupe trop pleine  
Ne déborde et qu'en cris de haine  
Quelque jour ne soit transformé  
Le chant de bonheur et de joie  
Que l'écho vibrant vous envoie.  
C'est aujourd'hui le Premier Mai!*

## Avant la guerre

En 1895, lorsque le droit de grève et le droit syndical furent contestés aux travailleurs des arsenaux et des chemins de fer, le Parti ouvrier appela la France ouvrière à se dresser, le 1<sup>er</sup> mai, contre l'attentat projeté. Cette même année, c'est le suffrage universel qui, en Autriche, servit de mot d'ordre à la manifestation : à Vienne, les manifestants furent cent mille.

Si dans les années qui suivirent, la crise intérieure dont le socialisme souffrit, affaiblit quelque peu en France l'éclat de la manifestation, le Premier Mai n'en fut pas moins fêté régulièrement chaque année. Le congrès de Saint-Etienne, en 1909, pourra constater que

jamais le prolétariat français ne manqua à ce rendez-vous international. Ce même congrès, tout en recommandant le chômage « comme la forme de manifestation la plus efficace », faisait aux membres du Parti le devoir de prendre à la journée la part la plus active.

Cependant, l'évolution du capitalisme s'accroissait. Le monde entraînait dans l'ère impérialiste. La lutte pour les débouchés — colonies, sphères d'influence, concessions — et pour la maîtrise des mers exaspérait les concurrences nationales. A travers la crise marocaine, la guerre italo-turque et les guerres balkaniques, les peuples allaient à la guerre mondiale. Dans cette période de neuf ans (1905-1914), les Premiers Mails, sans perdre de vue leur objet initial, mirent naturellement en avant cette affirmation de la paix, dont Jaurès pouvait dire qu'elle est le plus haut des combats.

Faut-il rappeler qu'en Russie, à partir de 1905, le Premier Mail fut célébré chaque année avec une ferveur émouvante et que celui de 1913 fit descendre dans la rue, rien qu'à Saint-Pétersbourg, 200.000 manifestants? La même année, le Parti socialiste français et la social-démocratie allemande signaient, contre la folie furieuse des armements, un manifeste commun.

La catastrophe d'août 1914 interrompit la tradition glorieuse. L'état de siège rendait toute manifestation impossible. Des articles, dans la presse socialiste, signalaient seuls aux travailleurs, aux combattants, la date symbolique. Le Premier Mail 1918 fut placé, par quelques partis socialistes, sous le signe de Karl Marx, dont le centième anniversaire tombait cinq jours après.

## Le Premier Mail 1906

Cette notice paraîtrait sans doute incomplète si, avant de passer à l'après-guerre, on ne rappelait sommairement le Premier Mail hors série que fut, en France, celui de 1906.

Hors série pour plusieurs raisons : il ne se rattache pas aux résolutions de l'Internationale socialiste; il est l'œuvre exclusive de la C.G.T., indépendante de tout parti (1); il consiste essentiellement en une grève; il est

---

(1) Mais soutenue par le Parti socialiste (motion de Chalon, 1905).

purement économique et purement national, comme ce mouvement américain de 1886, dont il s'est visiblement inspiré.

Tandis que, non sans à-coups, nos partis socialistes évoluaient vers l'unité, nos organisations syndicales, de plus en plus, se retranchaient sur elles-mêmes. En 1902, le syndicalisme français prend sa forme définitive, avec l'entrée, dans la Confédération générale du travail, de la Fédération des Bourses, dont l'animateur, Pelloutier, vient de mourir. Il se proclame indépendant des partis politiques, fussent-ils socialistes. Il a sa méthode : *l'action directe*, préluant à la grève générale, et qu'il oppose à l'action parlementaire. Son but est, au surplus, celui du socialisme : l'abolition du salariat.

La jeune C.G.T., ayant à son actif la victoire des bureaux de placement, décide de s'attaquer à un plus gros morceau. A Bourges, en 1904, elle lance le mot d'ordre fameux : *A partir du 1<sup>er</sup> mai 1906, nous ne travaillerons plus que huit heures par jour*. Et aussitôt l'agitation commence; elle se poursuivra dix-huit mois sans arrêt.

« Ne nous y trompons pas, précise la C.G.T. La conquête de la journée de huit heures n'est qu'un acheminement vers un but plus grandiose. Ce que nous poursuivons, c'est l'abolition de l'exploitation humaine. La bataille sociale ne peut finir que quand, l'expropriation capitaliste accomplie, le peuple sera maître de ses destinées. »

Le fier langage! Comme il allait au cœur des masses! Comme il nous fait vibrer encore!

De même qu'en 1890, les circonstances étaient exceptionnellement favorables à un mouvement d'ensemble. La lutte des classes semblait devoir entrer dans une péripétie décisive. Les grèves, souvent violentes (1), et les lock-outs échauffaient les esprits. La France et l'Allemagne, à propos du Maroc, avaient failli se jeter l'une sur l'autre; il en était resté, dans les masses, un sentiment d'ardente opposition à la patrie bourgeoise : *l'antipatriotisme...* Là-bas, à l'Est, un brasier gigantesque d'où s'échappaient des flammèches incendiaires : la Russie révolutionnaire. Et deux mois plus tôt, à Courrières, un drame du grisou, une catastrophe épouvantable — des morts par centaines —

---

(1) A Limoges, en 1905, le jeune ouvrier Vardelle avait été tué.

avait dressé dans un sursaut de révolte contre la rapacité patronale tout un bassin minier, tout un peuple, au cri de : Huit heures! Huit francs!

A l'offensive de la C.G.T., la bourgeoisie fit face avec tous ses moyens. Arrestations, perquisitions en masse, sans parler d'un complot inventé de toutes pièces, où l'on voyait s'unir, contre la République, royalistes et confédérés. Mais on n'arrête pas un mouvement surgi du fond des masses.

Le grand jour arriva. Ah! le Constans de 1906 — rappelons son nom : Clemenceau — avait bien fait les choses! Des troupes partout : cinquante mille hommes rien que dans Paris, des bivouacs à tous les carrefours. Un véritable état de siège, comme en 1890. La bourgeoisie s'en effraya seule : Auteuil, Passy, Maillot, l'Etoile s'étaient comme vidés de leur substance humaine.

Les travailleurs répondirent en masse au rendez-vous. Le 1<sup>er</sup> mai 1906, le mécanisme social parut brusquement arrêté. Avec ses volets clos, ses boutiques fermées, on eût dit Paris mort. Les sorties de meetings mettaient seules, dans cette ville désertée, une apparence de vie.

Le travail reprit le lendemain, sauf dans les corporations qui avaient à soutenir des revendications particulières : Livre, Bijouterie, Ameublement, Métallurgie, Bâtiment, — ce Bâtiment toujours prêt à l'action, avant-garde de la C.G.T. d'avant-guerre. Les luttes se prolongèrent tout un mois, laissant derrière elles un esprit de combativité dont le patronat, plus d'une fois, éprouva la vigueur.

Le « syndicalisme révolutionnaire » était né.

En vain, avait-il tenté d'arracher les huit heures par l'action directe et la grève générale. Il n'en avait pas moins posé, avec un éclat nouveau, le problème primordial de la durée du travail, rajeunissant du même coup la tradition du Premier Mai. Comme le socialisme seize ans plus tôt, le syndicalisme révolutionnaire avait soulevé les travailleurs, renforcé la conscience de classe, mis un peu d'espérance au cœur des exploités.

## Après la guerre

Quatre ans et demi de guerre impérialiste, puis l'armistice, déjà vieux de six mois. La Conférence de la paix triture les traités. La classe ouvrière sort peu à peu

de sa torpeur. Ira-t-elle, comme beaucoup le croient, jusqu'à la révolution? Moscou multiplie les appels. La bourgeoisie, effrayée, incline aux concessions les plus larges. La Conférence proclame — comme si cela dépendait d'elle! — que le travail ne doit plus être une marchandise: que veut-elle donc qu'il soit, en régime capitaliste? Pour réaliser cet apophtegme wilsonien, en même temps que « la justice sociale », elle crée le Bureau international du travail. A la Chambre, un député de droite enterre le « patronat de droit divin ». Et voici qui est plus sérieux. A quelques jours du 1<sup>er</sup> mai, le Comité des forges passe avec Merrheim une convention limitant à huit heures la durée du travail dans la métallurgie. Aussitôt, Clemenceau s'empare de l'idée et, en un tournemain, fait voter par sa Chambre à tout faire — même le bien! — la journée de huit heures pour toutes les industries.

Le but de la manifestation décidée, trente ans plus tôt, par le congrès socialiste international est atteint.

Qui n'a pas vu Paris le 1<sup>er</sup> mai 1919 n'a rien vu. Une explosion de force allègre et d'espérance! Tout le peuple ouvrier se pressait dans la rue, manifestant joyeusement, se retrouvant enfin lui-même après l'affreuse tourmente. Il y eut quelques bagarres sans effusion de sang. Mais si la situation était révolutionnaire, les hommes ne l'étaient pas. Pas assez. Pas comme il l'eût fallu. Ils laissèrent passer l'heure. Le fleuve qui débordait ses rives rentra dans son lit. La grande manifestation internationale contre la guerre et la mauvaise paix fut renvoyée en juillet, puis ajournée *sine die*.

Une année passa, pleine de dissensions intestines: c'est l'ère des scissions qui commence.

Dans les masses, le mécontentement s'accroît, mais l'inorganisation, l'impréparation s'accroissent dans les actes. Fin février 1920, grève générale des cheminots. Le gouvernement recule, mais prend ses dispositions pour en finir avec cette « agitation incessante ». Fin avril, nouvelle grève des cheminots. Le Premier Mai sera, en riposte aux provocations du Bloc National, une affirmation de vitalité prolétarienne. Bagarres, charges de police: un tué dans les rangs populaires, le petit Lorne. La C.G.T. lance dans la bataille les corporations les unes après les autres. Mais le mouvement ne tarde pas à faiblir. Le Bloc National, fort de sa victoire du 16 no-

vembre, s'appuyant sur les masses rurales enrichies par la guerre, joue le grand jeu du complot. Des centaines de militants sont arrêtés par toute la France. Les grévistes, intimidés, se replient. C'est la défaite. Mais la bourgeoisie a eu chaud.

## Tout le pouvoir aux travailleurs !

Nous n'avons pas revu, depuis lors, des Premier Mai de cette ampleur ni de cette vigueur offensive. La scission, en dressant les prolétaires les uns contre les autres, a fait perdre au mouvement ouvrier son équilibre et son élan; elle l'a prodigieusement affaibli en ouvrant les voies au fascisme. Pour que la marche en avant redevenue possible, il faut effacer à tout prix les traces de l'action fratricide. Il n'y a pas de classe ouvrière là où il n'y a pas d'unité ouvrière.

La tâche est-elle au-dessus de nos forces? Qu'elle ne soit pas, du moins, au-dessus de notre volonté!

Il faut reprendre dès aujourd'hui la tradition glorieuse des grands Premier Mai d'autrefois. Il faut que, de nouveau, chaque année, dans le printemps reverdi, le Premier Mai annonce aux prolétaires la résurrection et la vie. La foi dans la Révolution prolétarienne, qui l'entretiendra, sinon lui? Qui rappellera, sinon lui, à ceux que le capitalisme écrase et que la guerre décime, que le salut de l'humanité est lié à l'affranchissement du travail?

Le « Mode de Production Capitaliste », voilà l'ennemi! C'est contre lui que se dressaient, en 1890-91, les manifestants du Premier Mai réclamant la journée de huit heures. C'est encore contre lui que nous exhorterons les manifestants d'aujourd'hui à réclamer, *pour la libération totale, la totalité du pouvoir.*

Le régime capitaliste est atteint par la limite d'âge. Il a donné aux prolétaires, d'ailleurs à son corps défendant, tout ce qu'il pouvait leur donner. Ils n'ont plus rien à en attendre, qu'un redoublement d'exploitation et de servitude. Entre lui et eux, le compromis n'est plus possible. Responsable de la guerre, responsable de la mauvaise paix, responsable de la crise, impuissant désormais à assurer dans l'ordre ni le gouvernement des hommes ni l'administration des choses, il a comblé la



mesure de sa malfaisance. Pour que l'humanité vive, pour que la civilisation continue, pour que la liberté soit sauvée, il faut que le capitalisme disparaisse.

« La conquête du pouvoir politique, disait Marx, est devenue le premier devoir de la classe ouvrière ». Ce qui n'était en 1864 qu'une affirmation de principe est aujourd'hui une nécessité de fait. Il n'y a pas d'autre issue à la crise que la conquête du pouvoir par les travailleurs, parce qu'il n'y a pas d'autres moyens de réaliser le socialisme.

Tout le pouvoir aux travailleurs! Tout le pouvoir au socialisme!

Tel doit être le mot d'ordre des prochains Premier Mai.

Ou celui-ci perdra toute signification spirituelle, ou il affirmera la volonté des travailleurs de poursuivre, en une lutte sans merci contre le Capital, le Fascisme et la Guerre, l'accomplissement de sa mission historique.

A la veille de ce quarante-cinquième Premier Mai, je voudrais que le souvenir des grands Premier Mai d'autrefois pût allumer, chez « ceux qui produisent et qui souffrent », la foi dans les destinées de leur classe. Et je voudrais avoir mille bouches et mille voix pour pouvoir leur crier plus fort le mot de passe de la victoire :

— Unissez-vous! Unissez-vous!



## Table des Matières

---

Dans l'esprit de la classe ouvrière .....	3
1 <sup>er</sup> mai 1890 .....	4
L'idée de Jean Dormoy .....	5
L'idée de Raymond Lavigne .....	7
Le Premier Mai, idée américaine? .....	8
De l'idée à l'action .....	10
Un manifeste .....	14
Le grand jour .....	16
Les résultats .....	20
Le second Premier Mai .....	21
Le crime de Fourmies .....	23
Le Premier Mai devient annuel .....	26
Fête ou manifestation? .....	27
Avant la guerre .....	28
Le Premier Mai 1906 .....	29
Après la guerre .....	31
Tout le pouvoir aux travailleurs! .....	33

---

---